

24 février 2005
Pour le Centre d'Analyse et de Prévision
Du Ministère Français des Affaires Etrangères

A/S : la démocratisation du Moyen Orient est incontournable, malgré la montée des islamistes.

Les réticences affichées en France devant la politique de démocratisation du Moyen Orient soutenue par Washington au moment de l'intervention militaire en Irak sont de trois ordres :

- 1) Les régimes autoritaires laïques paraissent le meilleur rempart devant la menace islamique et des élections prématurées entraîneraient une victoire islamiste.
- 2) le principe de souveraineté interdit de remettre en cause les régimes : il faut plutôt les encourager à se réformer et mieux respecter les droits de l'homme, en attendant qu'une sécularisation autoritaire ait produit ses effets et que les sociétés soient mûres pour la démocratie.
- 3) la politique américaine de démocratisation masque en fait une volonté de puissance et ne rencontre qu'hostilité dans l'opinion publique du Moyen Orient.

Or les événements récents au Moyen-Orient remettent de plus en cause ce schéma et nous risquons de nous trouver en décalage par rapport à l'évolution de la situation.

- 1) les régimes laïques autoritaires ont failli :

Ils aggravent les tensions et ne sont plus un rempart contre une islamisation qui se donne de plus en plus les couleurs de la démocratie (Tunisie, Arabie saoudite, Jordanie, Egypte). Ils sont un obstacle au développement économique du fait de la corruption des élites dirigeantes qui très souvent bloquent et l'émergence d'une classe d'entrepreneurs nationaux et l'investissement étranger. Ils font volontiers alliance avec un islam conservateur même s'ils s'opposent aux signes extérieurs de cet islam (interdiction du voile en Tunisie).

Ils ne peuvent trouver de légitimité qu'en jouant sur un nationalisme souvent anti-occidental (Syrie) même si les dirigeants prétendent entretenir les meilleures relations avec leurs homologues européens et français en particulier (Algérie, Egypte).

- 2) Le principe de la démocratie est populaire :

Les élections en Afghanistan, Irak et Palestine (voire aussi en Arabie saoudite) montrent que même dans des conditions difficiles les gens veulent voter et vont voter. Même

s'ils ne se font pas d'illusions sur la suite, c'est le principe de la conditionnalité et de l'alternance du pouvoir qu'ils affirment.

3) Les islamistes changent :

Les élections ne conduisent pas à un triomphe de l'islamisme radical mais poussent au contraire les mouvements islamistes au compromis sur la question de l'alternance et de la démocratie. Le concept d' « Etat islamique » n'est plus à l'ordre du jour, par contre le nationalisme passe au centre de leurs préoccupations (Hamas). Sur le long terme, c'est la voie turque qui se profile. Les penseurs de l'islamisme ont d'ailleurs évolué (de Ghannouchi à Khatami).

4) L'anti-américanisme ne veut pas dire le rejet de la démocratisation :

Il y a certes un sentiment violemment anti-américain, fondé plus sur le nationalisme que sur le sentiment religieux, mais cela ne suffit pas à délégitimer la démocratie. Au contraire, bien des intellectuels nationalistes prennent au Maghreb le chemin du dialogue avec les ambassades américaines. Quant au Moyen-Orient, la pression pour la démocratisation est récupérée par des forces qui ne sont pas pro-américaines. L'erreur des Américains a été de présenter une démocratisation abstraite (l'Autorité Provisoire en Irak), et illégitime aux yeux de la population. Mais il suffit que la demande de démocratie soit récupérée par des forces nationalistes et/ou religieuses pour qu'elle trouve une légitimité politique, comme on le voit en Irak. Or c'est cette tendance qui paraît dominante aujourd'hui (y compris au Liban).

C'est l'imbrication entre nationalisme (ou simplement patriotisme) et démocratie qui permettra à cette dernière de s'enraciner et de limiter l'islamisme. Les Américains ont du mal à reconnaître le nationalisme des autres, ce qui explique les errements en Irak (mettre plus d'un an à reconnaître que des élections ne peuvent que porter les chi'ites au pouvoir) : mais le refus de Bush de repousser les élections en 2005, malgré les demandes pressantes de ses alliés arabes sunnites, a donné une cohérence à sa politique. Même si la démocratie à l'américaine apparaît abstraite, sa mise en œuvre aboutirait paradoxalement à une légitimation du nationalisme, voire de l'islam. Le message sur la démocratisation est en train de passer (il faut aussi ajouter les exemples de la Géorgie et de l'Ukraine). Le danger est donc de voir Washington, tout honnis soit-il dans l'opinion arabe, apparaître comme le seul défenseur de la démocratie. Bien sûr la politique américaine est pleine de contradictions et d'effets pervers, et les néo-conservateurs ont perdu en 2005 l'initiative au profit d'un Département d'Etat moins soucieux de démocratisation. Mais il faut désormais associer notre discours sur la souveraineté à une défense et une promotion de la démocratie, seul moyen d'enraciner la souveraineté nationale dans la volonté populaire et de réduire les identifications supranationales (comme l'islamisme ou le pan arabisme) qui sont déstabilisatrices pour l'équilibre régional. O Roy.